

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
TOURAINNE VAL DE VIENNE**

14 Route de Chinon
37220 PANZOULT

Date de convocation :

21 février 2017

Nombre de délégués :

En exercice : 57

Présents : 52

Votants : 54

**OBJET : N°19b – Plan Local
d’Urbanisme intercommunal –
Modalités de collaboration entre
les communes et la CCTVV**



EXTRAIT DU REGISTRE

DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

L’an deux mille dix-sept, le vingt-sept février, les membres du Conseil communautaire, légalement convoqués le 21 février deux mille dix-sept, se sont réunis, aux Passerelles à Sainte Maure de Touraine sous la présidence de Monsieur Christian PIMBERT.

Etaient présents :

M. AUBERT Michel, Mme BACHELERY Chantal, M. BASSEREAU Jean-Louis, Mme BILLON Yolande, M. BLANCHARD Pascal, M. BODIN Sébastien, Mme BOULLIER Florence, Mme BRABAN Françoise, M. BRÉANT Michel, M. BRISSEAU Daniel, Mme BRUNET Dominique, M. CAILLETEAU David, M. CHAMPIGNY Michel, M. COUV RAT Jean-François, M. DANQUIGNY Pierre-Marie, Mme DE PUTTER Murielle, M. DELALEU Max, Mme DOZON Danielle, M. DUBOIS Philippe, Mme DURAND Anne, M. ELIAUME Bernard, M. FILLIN Alain, Mme FOUASSE Gerdina, M. FOUQUIER Marc, M. GABORIAU Serge, M. GÉRARD François, Mme GOUZIL Lucette, Mme JARDIN Frédérique, Mme JOUANNEAU Dominique, Mme JUSZCZAK Martine, Mme LECLERC Claudine, M. LECOMTE Serge, M. LEMAIRE Hubert, M. L’HERMINE Reynold, M. LOIZON Jean-Pierre, M. MARCHE Bernard, M. MIRALT Michel, M. MOREAU Serge, , Mme PAIN Isabelle, M. PIMBERT Christian, M. PINEAU Christian, Mme PIRONNET Jocelyne, M. POUJAUD Daniel, M. Samuel PREVAULT, M. SAVOIE Jean, M. SCHLOSSER Jean-Louis, Mme SENNEGON Natalie, M. TESTON Martial, M. THIVEL Bernard, Mme VACHEDOR Claire

Etaient absents :

M. BIGOT Eric remplacé par M. BODIN Sébastien, M. DUPUY Daniel remplacé par M. Samuel PREVAULT, M. GASPARD Alain, Mme GAUCHER Claudine

Pouvoirs :

M. BARILLET Christian à Mme GOUZIL Lucette, Mme BOUCHAUD-VOLLEAU Valérie à M. PIMBERT Christian, M. BRUNET Thierry à M. Serge MOREAU, M. NOVELLI Hervé à M. Bernard THIVEL

M. David CAILLETEAU a été élu secrétaire de séance.

Vu la loi du 13 Décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain,
Vu la loi du 2 Juillet 2003 dite Loi Urbanisme et Habitat,
Vu la loi du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l’environnement dite Loi Grenelle I,
Vu la loi du 12 Juillet 2010 portant Engagement National pour l’Environnement dite Loi Grenelle II,
Vu la loi du 27 juillet 2010 de Modernisation de l’Agriculture et de la Pêche,
Vu la loi du 24 Mars 2014 d’Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové dite ALUR,
Vu la loi du 13 Octobre 2014 d’Avenir pour l’Agriculture, l’Alimentation et la Forêt (LAAAF),
Vu la loi du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite Loi NOTRe,
Vu le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l’urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d’urbanisme,
Vu l’ordonnance n°2013-1184 du 19 décembre 2013 relative à l’amélioration des conditions d’accès aux documents d’urbanisme et aux servitudes d’utilité publique,
Vu le Code de l’Urbanisme et notamment les articles L153-8 et L 153-21,
Vu l’arrêté préfectoral en date du 22 décembre 2016 portant sur les statuts de la Communauté de Communes Touraine Val de Vienne et sa compétence en matière de « PLU, document d’urbanisme en tenant lieu, carte communale »,

Monsieur le Vice-Président en charge de l'aménagement et de l'urbanisme présente les modalités de collaboration proposée lors de la Conférence Intercommunale des Maires de ce jour. Il rappelle que la loi ALUR du 28 Mars 2014 est venue renforcer les dispositions réglementaires garantissant une bonne collaboration entre l'intercommunalité et ses communes-membres lors de l'élaboration du PLUi.

Ainsi, selon les dispositions de l'article L 153-8 du Code de l'Urbanisme : « *Le PLU est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de l'EPCI lorsqu'il est doté de la compétence en matière de PLU, en collaboration avec les communes membres. L'organe délibérant de l'EPCI arrête les modalités de cette collaboration après avoir réuni une conférence intercommunale rassemblant, à l'initiative de son président, l'ensemble des maires des communes membres* ».

L'objectif de cette conférence est de fixer le cadre du dialogue entre la CCTVV et les communes lors de l'élaboration du PLUi et la co-construction entre les communes à l'échelle communautaire.

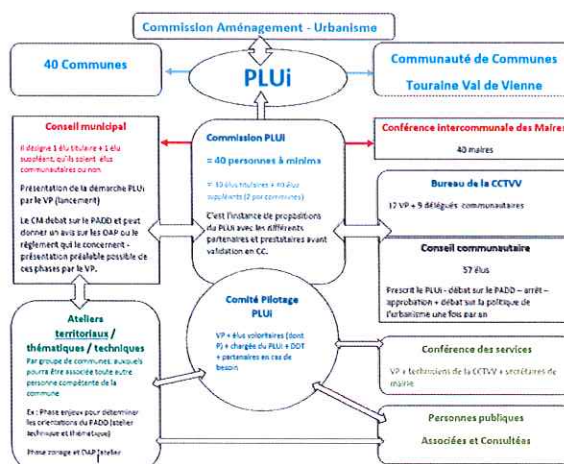
La « concertation » nécessaire entre l'EPCI et les communes se déroule dans le cadre d'une « collaboration » qui assure la plus grande participation de toutes les communes aux étapes clés de la procédure de l'élaboration : en début de procédure et après l'enquête publique. Toutefois, cette collaboration ira bien au-delà du cadre législatif pour donner lieu à une véritable coopération des acteurs du territoire en charge de son développement.

A l'issue de cette conférence, le conseil communautaire arrête les modalités de collaboration proposées par les maires.

Dans le cadre de la procédure d'élaboration d'un PLUi, les modalités précises de la collaboration avec les communes, membres de l'EPCI compétent, n'ont pas été définies par le Code de l'Urbanisme. Ce dernier précise dans son article L153-8 qu'une Conférence intercommunale des maires doit être réunie en amont de la délibération fixant les modalités de la collaboration avec les communes concernées. Conformément à l'article L153-21 du Code de l'Urbanisme, une autre Conférence intercommunale des maires doit également être réunie après l'enquête publique afin que soient présentées aux maires les avis émis par les personnes publiques associées (PPA) sur le projet arrêté de PLUi, les observations du public et le rapport du commissaire ou de la commission d'enquête.

A la suite de la première Conférence intercommunale des maires, les modalités de la collaboration qui auront été discutées et définies feront l'objet d'une délibération en conseil communautaire. Cette délibération peut intervenir soit avant l'adoption de la délibération prescrivant l'élaboration du PLUi, soit postérieurement à cette dernière, soit concomitamment. Cette dernière solution est la plus recommandée. Aussi, les modalités de la collaboration avec les communes membres de la CCTVV seront également soumises au vote du Conseil communautaire lors de sa séance du 27 février 2017.

Schéma de collaboration entre les communes et la CCTVV



LA CONFERENCE INTERCOMMUNALE DES MAIRES est composée des 40 maires, et se réunit sur demande du Président. La conférence arbitre les choix stratégiques avant la validation par le conseil communautaire à deux étapes du projet selon le cadre législatif :

- avant la prescription du PLUi afin de déterminer les modalités de collaboration entre les communes et la CCTVV, afin que ces modalités y soient examinées, soit lundi 27 février 2017,
- avant l'approbation du PLUi, afin d'étudier les avis des PPA, les observations du public lors de l'enquête publique et le rapport du commissaire ou de la commission d'enquête qui lui sont communiqués.

Il est précisé que la conférence intercommunale des Maires pourra également se réunir autant de fois que cela sera nécessaire, sur demande du comité de pilotage PLUi ou d'un des maires, notamment par exemple, préalablement au débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui doit se tenir dans chaque conseil municipal et préalablement à l'arrêt du projet de PLUi par le Conseil communautaire, afin que l'avant-projet du PLUi y soit présenté en insistant plus particulièrement sur le règlement et les OAP.

La présence des maires est souhaitée à chaque conférence ; en cas d'empêchement, ces derniers pourront désigner un élu.

LES CONSEILS MUNICIPAUX

Afin de garantir l'établissement d'un projet partagé et approprié par chacune des communes, les conseils municipaux devront être informés tout au long de la procédure. Ainsi, chaque commune est représentée par un élu référent titulaire et un élu référent suppléant pour participer à la commission PLUi, qu'ils soient municipaux ou communautaires.

Ces élus constituent le lien privilégié entre la CCTVV et leur commune. Ils ont en charge la diffusion des informations sur les différentes étapes de l'élaboration du PLUi, dans une démarche itérative de projet.

Conformément aux dispositions des articles L 153-12 et L 153-15 du Code de l'Urbanisme, les conseils municipaux sont sollicités obligatoirement aux étapes clés de la procédure :

- avant le débat du conseil communautaire sur les orientations générales du PADD,
- après l'arrêt du PLUi : les conseils municipaux disposeront de trois mois à compter de la notification du projet arrêté pour rendre leur avis ; celui-ci étant réputé favorable en l'absence de réponse. Lorsqu'une commune-membre émet un avis défavorable sur les Orientations d'Aménagement et de Programmation ou les dispositions du règlement la concernant, le conseil communautaire doit statuer à nouveau et arrêter le projet de PLUi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

Aussi, les modalités de collaboration proposées par la Conférence intercommunale des maires réunie le 27 février 2017, après délibération du Conseil communautaire, seront communiquées aux conseils municipaux ; délibération qui fera l'objet d'un affichage dans chacune des mairies.

Il est également proposé que les conseils municipaux soient sollicités sur l'avant-projet de PLUi, soit préalablement à l'arrêt du PLUi par le Conseil communautaire.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Composé de l'ensemble des délégués communautaires des 40 communes, soit 57 délégués, le conseil sera amené à approuver le PLUi en respectant les dispositions des articles L153-8, L153-11, L 153-12 et L153-21 du Code de l'Urbanisme :

- arrêt des modalités de collaboration avec les communes-membres
- prescription du PLUi en précisant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation,
- débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables
- arrêt du projet et bilan de la concertation,
- approbation du PLUi.

Par ailleurs, au moins une fois par an, le conseil communautaire tiendra un débat sur la politique locale de l'urbanisme comme en dispose l'article L 5211-62 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ce débat doit permettre aux conseillers communautaires d'échanger sur le projet de territoire et de formuler des propositions. Il peut être également l'occasion d'aborder les sujets relevant de la compétence liée à l'urbanisme.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE

Il est composé du Président ainsi que l'ensemble des 12 vice-présidents et les 9 délégués communautaires. Il valide les orientations stratégiques et assure la cohérence du projet de manière transversale avant sa validation en conseil communautaire. Les VP font remonter en bureau les orientations et les objectifs de leur commission. Le VP en charge de l'urbanisme transmet au Comité de pilotage PLUi.

LA COMMISSION AMENAGEMENT – URBANISME

La commission Aménagement – Urbanisme est composée d'élus municipaux et/ou communautaires. Elle est présidée par le Vice-président en charge de l'aménagement et de l'urbanisme. Elle étudie et propose au bureau et au conseil communautaire sur les dossiers concernant ces champs de compétences de la CCTVV. Elle examine les grandes phases du projet avant leur passage en conseil communautaire.

LA COMMISSION PLUI

La commission PLUi est composée de 2 élus communautaires (1 titulaire et 1 suppléant) par commune, membre de l'EPCI. Sur délibération spécifique du conseil municipal, chacun des élus communautaires peut être remplacé par un élu municipal.

Les élus référents sont le relais entre le conseil municipal et la commission PLUi.

La commission PLUi est élargie aux Personnes Publiques Associées lors des étapes décisives amenant une validation en conseil communautaire. Elle assure le suivi général de l'élaboration du PLUi et elle participe aux arbitrages avant la soumission du projet en bureau et en conseil communautaire.

LE COMITE DE PILOTAGE PLUi (émanation de la commission PLUi) est composé du VP en charge de l'urbanisme, du Président, de la technicienne de la CCTVV en charge de l'urbanisme accompagné en cas de besoin par d'autres techniciens suivant les thématiques des réunions et du bureau d'études en charge du PLUi et de conseillers communautaires volontaires. Tout autre partenaire peut être sollicité en fonction des thèmes abordés.

Le CoPiL PLUi est l'instance d'élaboration du PLUi. Il peut être initiateur de groupes de travail au sein de la commission PLUi. Il assure le suivi de l'ensemble de la procédure, en lien avec le bureau d'études. Il lui incombe de piloter la démarche d'élaboration et de déterminer les grandes orientations lors de la réalisation des études liées aux différentes phases : diagnostic (atouts, enjeux, points de vigilance) – PADD – Orientations d'Aménagement et de Programmation – Règlement (écrit et graphique). Il assure le lien avec les personnes publiques associées. Il participe aux réunions organisées sur le territoire. Il participe à toutes les réunions de travail. Il organise la concertation avec le public.

Il formule des arbitrages, valide les orientations stratégiques du projet tout en veillant à son articulation avec les communes et enfin prépare les dossiers qui seront présentés à la conférence intercommunale des maires.

LES ATELIERS TERRITORIAUX / THEMATIQUES / TECHNIQUES sont des émanations de la commission urbanisme selon plusieurs hypothèses, auxquelles est convié tout partenaire compétent voire d'autres élus intéressés par les travaux :

- par territoire : unités paysagères - risques naturels...
- par thématique : développement socio-culturel (habitat/foncier...) – développement économique et touristique – environnement et cadre de vie (ressources naturelles, mobilité, patrimoine) – typologie des documents d'urbanisme...
- par technicité : par exemple ABF pour règlement écrit pour l'article 11 sur l'aspect extérieur des constructions, le Syndicat National des Aménageurs Lotisseurs pour la réalisation des OAP, le PNR également pour la mise en œuvre concrète d'une OAP avec la boîte à outils...

Ces ateliers se réunissent aux deux étapes préliminaires que sont l'élaboration du PADD et du règlement graphique/OAP. Ils procèdent à l'étude et approfondissent de manière ponctuelle :

- la ou les problématique(s) particulière ou transversale à plusieurs communes (Ex : PPRI),
- les atouts, les enjeux (définition du scénario) et les points des vigilances,
- les orientations du PADD,
- le règlement écrit et graphique ainsi que les OAP.

LA CONFERENCE DES SERVICES

Composée du Vice-président, de la technicienne de la CCTVV en charge de l'urbanisme, la conférence des services vise à associer et faire participer l'ensemble des techniciens de la CCTVV responsables de compétences spécifiques concourant à l'aménagement du territoire, sur l'élaboration du PLUi.

Elle est également composée aux étapes clés, des secrétaires de mairies dans un objectif de partage et d'appropriation du document d'urbanisme. Les secrétaires de mairie sont les référents techniques locaux de la CCTVV et peuvent communiquer leurs expériences dans le cadre de l'élaboration du PLUi, notamment pour la phase règlement écrit et graphique.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité, DECIDE de,

- **ARRETER** les modalités de collaboration fondée sur la gouvernance présentée ci-dessus entre les 40 communes membres et la CC Touraine Val de Vienne pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.
- **SOLLICITER** les conseils municipaux sur la participation de la commune pour procéder, éventuellement par délibération, au remplacement, dans la commission PLUi d'un ou plusieurs conseillers communautaires représentant la collectivité.

Certifié exécutoire

Reçu en Sous-Préfecture
le : 07/03/17

Publié
le : 07/03/17

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.



Le Président,

Christian PIMBERT

Communauté de Communes
Touraine Val de Vienne
14 Route de Chinon
37220 PANZOULT

